

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UNE DÉMARCHE DE DÉSACCOUTUMANCE À LA CROISSANCE

Malheureusement la mise en action de ce volontarisme politique peut se révéler très décevante si elle se cantonne au seul cadre de la démocratie représentative actuelle.

Nombreux sont les analystes et experts politiques qui mettent en lumière le caractère technocratique et presque « fossilisé » de nos institutions représentatives, dont les domaines de compétences respectifs ne cessent de se piétiner et de se neutraliser et dont les contraintes légales et réglementaires déjà ahurissantes ne cessent de

s'alourdir encore.

Certains arrivent même à la conviction du caractère irréformable de ces structures. Cette démarche a quelques atouts en main pour tenter d'injecter le « sang neuf » de la démocratie participative dans cette démocratie représentative a bout de souffle.

Il serait politiquement dangereux de ne pas intégrer (ou seulement pour la photo..) Les citoyens acteurs dans cette démarche autour de la souveraineté alimentaire. (...)

Retrouver la maîtrise de son autonomie alimentaire est un thème suffisamment global et compréhensible pour mobiliser dans un même élan les citoyens et leurs représentants (politiques et techniques), et sans clivage partisan.

Larges extraits d'une proposition pour la région du Limousin de Christophe Bellec



**Comment observer et travailler à restaurer du
« LOCAL AU MONDIAL »
notre souveraineté alimentaire.**



82bis RUE Jean Jaurés 07600 Vals Les BAINS
Mail: opdl@wanadoo.fr



comment restaurer la souveraineté alimentaire des régions françaises et européennes ...

UN SUJET GRAVE AU SUD... COMME AU NORD !

D'ordinaire, dès que l'on parle de reconquête de la souveraineté alimentaire, notre esprit pense immédiatement à une problématique frappant seulement les pays du sud. Un mauvais réflexe qu'il va falloir oublier, car les pays du Nord sont tout autant concernés par le sujet. En effet la souveraineté n'est pas une histoire de volume de production pris dans sa globalité : c'est avant tout un problème d'adéquation à l'échelle d'un territoire, entre une production agricole et alimentaire, et les besoins de sa population, besoin pris dans leurs diversité qualitative.

UNE DÉPENDANCE ALIMENTAIRE ORGANISÉE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Il faut déjà s'arrêter sur la production agricole locale, et ne plus regarder en volume mais en répartition par famille de produits. On voit alors tout de suite la nature de l'agriculture : celle d'une production hyperspécialisée basée sur peu de produits. Dès sa création en 1994, l'OMC a fait du dossier agricole l'une de ses priorités de libéralisation des marchés à l'échelle mondiale. Il faut dire aussi que les pays du Nord ne sont pas très beaux joueurs dans ce domaine : ils font de la résistance sur leurs marchés intérieurs par des barrières douanières et toute une batterie de subventions, tout en arrosant les marchés du sud de leurs excédents agricoles et en contrôlant à la baisse les prix des denrées « exotiques ». L'OMC finira

sans doute par les faire céder et déréguler complètement le marché mondial des produits alimentaires.

Les pays du Nord ne s'y trompent pas et se préparent depuis longtemps à cette perspective douloureuse pour leurs agriculteurs. Pour ne prendre que le cas de l'Europe, la PAC (politique agricole commune) s'est orientée dès le milieu des années 80 dans la voie de la productivité, c'est à dire de l'agrandissement permanent des exploitations agricoles et de la concentration hyperspécialisée des produits à l'échelle de régions entières. Quant aux produits, on comptera sur les autres régions, qu'elles soient voisines... ou à l'autre bout de l'Europe, voire du monde.

TRANSFORMATION ET DISTRIBUTION.

Produire n'est pas tout : pour un grand nombre de produits, même les plus simples, il faut aussi transformer, préparer, mettre en conserve, abattre ou découper. On se retrouve dans le secteur de la transformation et des industries agro-alimentaires. Et c'est ici que le grand bal commence, car il n'y a rien de systématique entre la présence d'une production et la proximité des transformateurs associés (...) c'est à l'étape suivante qu'est apporté le coup de grâce à la souveraineté alimentaire réelle, par le biais des circuits de distribution et de vente. Ce n'est pas parce qu'un produit alimentaire est récolté ou fabriqué dans une région qu'il va réussir à y être commercialisé et consommé. Car les circuits

courts de distribution, même s'ils existent (marchés, ventes directes...), sont marginaux en volume face à la grande distribution qui contrôle désormais près de 90% du commerce de détail en France avec 5 centrales d'achat seulement. Même les épiceries de quartier ont du mal à leur échapper (...) L'Achalandage d'un magasin dépendant du bon vouloir de sa direction et des produits imposés par le catalogue de sa centrale, la présence de produits locaux dans les rayons peu relever de la pure coïncidence. La grande distribution apparaît ainsi comme le tout premier « vecteur » de l'intrusion de la mondialisation libérale (et de ses ravages) dans notre vie quotidienne.